

Les routes françaises en mauvais état

Les routes françaises ont besoin de travaux mais les caisses de l'État sont vides. Il revient pourtant aux pouvoirs publics d'entretenir les routes non concédées. 17% d'entre elles sont gravement endommagées, selon Les Echos.

Le rapport des cabinets Nibux et IMDM pour le compte du ministère des Transports fait froid dans le dos : 17% des routes non concédées par l'État, soit 2 000 km sur un total de 12 000 km, sont gravement endommagées et ont un besoin urgent de travaux. La France compte 21 000 km de routes, dont 9 000 sont gérés par des sociétés autoroutières. Ces 17% représentent une hausse de 3 points par rapport au dernier pointage d'il y a dix ans. Par ailleurs, un tiers des 12 000 ponts a aussi besoin de réparations.

Frappier les esprits

Le ministère des Transports veut ici frapper les esprits, alors que le projet de loi d'orientation des mobilités, un texte qui sera présenté à la rentrée, contient un volet consacré au financement des infrastructures. C'est là que le bât blesse : la France consacre 50 000 euros par km et par an à ses routes, soit 30 000 euros de moins que le Royaume-Uni. Les pouvoirs publics ne financent pas suffisamment l'entretien du réseau routier, et dans une période où la croissance est faible, il sera difficile d'augmenter le budget des infrastructures.

600 millions d'euros supplémentaires

C'est pourquoi le ministère opère depuis quelques mois une campagne afin de se mettre l'opinion publique dans la poche. En mai, Elisabeth Borne avait appelé le Sénat à sortir de l'impasse financière dans laquelle le réseau routier français était plongé. Il faudrait dégager 600 millions d'euros en plus chaque année pour les travaux d'entretien et de réparation.